Commune d'Ervy le Châtel

Mairie

9 boulevard Belgrand - 10130 Ervy-le-Châtel

CONSEIL MUNICIPAL PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 10 avril 2025

Le **dix avril deux mille vingt-cinq**, le Conseil Municipal de la Commune d'Ervy-le-Châtel s'est réuni en session ordinaire, à vingt heures dans la salle du conseil, sous la présidence de M. Roger Bataille, Maire.

Etaient présents : M. Roger BATAILLE, Mme Françoise GAUTHIER, M. Joël TRESCARTES, Mme Christine VAILLANT, Mme Geneviève JOUDRAIN, M. Jean-Marie CAGNIART, M. Marc VANCAMPEN, Mme Isabelle DICKIE, M. Gilles PORET, Mme Danielle VIGNERONT, M. Jacky VIOIX.

Représentés : Mme Patricia BRIERE donne pouvoir à M. Marc VANCAMPEN.

Absents : M. Aurélien ORDENER, M. Alexis DAVIN.

Secrétaire de séance : M. Jacky VIOIX.

ORDRE DU JOUR

Election du secrétaire de séance.

FINANCES

- 1) SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
- 2) SUBVENTION CCAS
- 3) SUBVENTION COOPERATIVE SCOLAIRE 2025
- 4) VOTE DES TAXES COMMUNALES
- 5) VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2025
 - BUDGET COMMUNE
 - BUDGET EAU POTABLE
 - BUDGET ASSAINISSEMENT
- 6) REGIE « HEBERGEMENT OCCASIONNEL »

ADMINISTRATION GENERALE ET RESSOURCES HUMAINES

- 1) RECRUTEMENT SUR EMPLOI SAISONNIER SERVICES TECHNIQUES
- 2) RECRUTEMENT SUR EMPLOI PERMANENT SERVICE ADMINISTRATIF
- 3) RECRUTEMENT SUR EMPLOI PERMANENT A LA MEDIATHEQUE
- 4) BIENS VACANTS ET SANS MAITRE

TRAVAUX

- CHOIX DU PRESTATAIRE MARCHE TRAVAUX ORGUE

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE

LABELLISATION « VILLE ET VILLAGE D'ACCUEIL DES VEHICULES D'EPOQUE »

INFORMATIONS DIVERSES

DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER

ELECTION DU SECRETAIRE DE SEANCE : M. Gilles PORET.

Rajout d'un point à l'ordre du jour : remboursement de frais à une élue : accepté à l'unanimité par les membres de l'assemblée.

FINANCES

1) SUBVENTIONS 2025 AUX ASSOCIATIONS

Pour l'année 2025, il est proposé au Conseil Municipal de fixer comme suit les montants des subventions accordées aux associations mentionnées dans le tableau ci-après :

ASSOCIATIONS	MONTANT EN EUROS
Les Médiévales d'Ervy	5 000
Les Orgues de Saint-Pierre	3 000
La Sauvegarde du Patrimoine d'Ervy-le-Châtel	400
Cycloclub Ervytain	100
Ervytennis	200
Union Ervytaine	150
AAPPMA	100
Amicale des Sapeurs-Pompiers	200
CLE	500
Union Nationale des Combattants	150
Association Enfants et familles	150
Harmonie de l'Espérance	200
Les Archers du Péage	200
Les amis de L'EHPAD	300
Association des donneurs de sang	150
Le Petit Châtel	1 000
Encorps Unmot	300
Les Chats libres d'Othe Armance	150
Gym volontaire	100
TOTAL	12 350.00 €

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

2) SUBVENTION 2025 AU CCAS

Pour l'année 2025, il a été proposé d'attribuer une subvention au CCAS d'un montant de **9 671.44 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE le versement de cette subvention.

PRECISE qu'elle est inscrite à l'article **657362** du budget primitif 2025.

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

3) SUBVENTION 2025 A LA COOPERATIVE SCOLAIRE 2025

Chaque année, une subvention au profit des écoles élémentaire et maternelle est votée à hauteur de 5 € par élève.

Pour l'année 2024-2025, le montant se décompose comme suit : 63 élèves x 5 € = **315 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le montant de **315 €** correspondant à cette subvention.
- **DIT** qu'elle sera versée à la coopérative scolaire.
- **INSCRIT** le montant de la dépense à l'article **65748** du budget commune 2025.

**Délibération transmise le 14 avril 2024
A la Préfecture de l'Aube**

4) VOTE DES TAUX DES TAXES COMMUNALES 2025

Monsieur le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Monsieur le Maire propose de maintenir les taux des taxes communales.

Le Conseil municipal,

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE de fixer les taux communaux pour l'année 2025 comme suit :

- taxe d'habitation : 23,19 %
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 40,35 %
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 30,01%
- cotisation foncière des entreprises : 16,29 %

CHARGE Monsieur le Maire

- de notifier cette décision aux services préfectoraux
- de transmettre l'état 1259 complété à la direction départementale des finances publiques, accompagné d'une copie de la présente décision.

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

5) VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 – BUDGET COMMUNE

M. le Maire présente au Conseil Municipal le projet de budget primitif 2025 du Budget Commune qui se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Dépenses prévisionnelles 2025	1 258 955.00 €
Auto-financement 2025	1 057 891.27 €
Total des dépenses 2025	2 316 846.27 €
Total des recettes 2025	2 416 846.27 €

La section de fonctionnement est en suréquilibre de 100 000 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses prévisionnelles 2025	3 830 148.40 €
Recettes prévisionnelles 2025	2 999 227.67 €
Besoin de financement (emprunt)	830 920.73 €
Total des recettes 2025	3 830 148.40 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE ET VOTE le budget primitif 2025 – Budget Commune tel que présenté ci-dessus.

**Délibération transmise le 24 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

6) VOTE DU BUDGET PRIMITIF – BUDGET EAU

M. le Maire présente au Conseil Municipal le projet de budget primitif 2025 du Budget Eau qui se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION :

Dépenses prévisionnelles 2025	484 214.81 €
Recettes prévisionnelles 2025	484 214.81 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses prévisionnelles 2025	394 320.00 €
Recettes prévisionnelles 2025	394 320.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE ET VOTE le budget primitif 2025 – Budget Eau tel que présenté ci-dessus.

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

7) VOTE DU BUDGET PRIMITIF – BUDGET ASSAINISSEMENT

M. le Maire présente au Conseil Municipal le projet de budget primitif 2025 du Budget Assainissement qui se présente comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION :

Dépenses prévisionnelles 2025	502 780.06 €
Recettes prévisionnelles 2025	502 780.06 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépenses prévisionnelles 2025	606 045.25 €
Recettes prévisionnelles 2025	386 045.25 €
Solde d'exécution reporté	219 205.19 €
Total des recettes	606 045.25 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

APPROUVE ET VOTE le budget primitif 2025 – Budget Assainissement tel que présenté ci-dessus.

**Délibération transmise le 24 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

8) CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES « HEBERGEMENT OCCASIONNEL »

Dans le cadre d'une prochaine convention avec l'association « Randonneurs et Pèlerins 51 », le local d'accueil d'urgence de la commune a été équipé afin de permettre aux randonneurs et aux pèlerins de dormir à l'abri au cours de leur périple sur les chemins de compostelle.

Aussi, il y a lieu de créer une régie de recettes intitulée « Hébergement occasionnel » afin de percevoir les fonds collectés à cet usage.

Une indemnité de régie annuelle de 110 € sera attribuée au titulaire nommé pour la gestion de cette régie de recettes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association « Randonneurs et Pèlerins 51 ».

APPROUVE la création d'une régie de recettes « Hébergement occasionnel » nécessaire à la mise en place de ce service aux usagers.

VOTE le versement d'une indemnité de régie annuelle de 110 € au titulaire de cette régie « Hébergement occasionnel ».

PRECISE qu'en cas d'absence de l'agent titulaire de la régie concernée, l'indemnité cessera d'être versée au titulaire au bout de 2 mois d'absence. L'agent suppléant désigné par l'acte de nomination devra donc amener à prendre le relais ainsi, l'indemnité sera proratisée et versée à l'agent suppléant.

CHARGE le Maire de prendre les arrêtés de nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant pour cette régie.

INSCRIT la dépense au budget à l'article 648 du budget primitif 2025.

**Délibération transmise le 16 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

9) REMBOURSEMENT DE FRAIS A UNE ELUE

Une élue a avancé des frais concernant l'achat d'un câble d'alimentation pour une installation réseau acheté sur un site marchand sur internet nécessitant un paiement d'avance. Il y a donc lieu de lui rembourser ces frais.

- Achat d'un câble réseau commandé sur internet et réglé par Mme GAUTHIER Françoise, 1^{ère} adjointe au maire pour un montant de **114.98 € TTC**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE de rembourser l'ensemble des frais à hauteur de **114.98 € TTC** à Mme Françoise GAUTHIER.

PRECISE que la dépense sera inscrite à l'article **623** du Budget 2025.

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

1) RECRUTEMENT D'UN AGENT EN CONTRAT SAISONNIER AU SERVICE TECHNIQUE

L'équipe des services techniques ayant besoin d'être confortée durant quelques mois, il est proposé au Conseil municipal de recruter un agent sur un contrat saisonnier à partir du 05 mai jusqu'au 30 septembre 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

DECIDE d'autoriser le recrutement d'un agent en contrat saisonnier dans le cadre d'un emploi non permanent sur le grade d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C pour effectuer des activités polyvalentes au sein du service technique à temps complet à raison de 35/35^{ème} à partir 05 mai jusqu'au 30 septembre 2025.

La rémunération mensuelle est calculée par référence à l'indice brut 367 indice majoré 366 afférent à l'échelon n°1 de l'échelle C1 correspondant au grade d'Adjoint Technique Territorial.

PRECISE que la dépense est inscrite à l'article **6413** du budget primitif 2025.

**Délibération transmise le 16 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

2) RECRUTEMENT D'UN AGENT AU SERVICE ADMINISTRATIF

Le contrat de l'agent recruté à l'accueil du service administratif se termine le 30 avril 2025.

Le service administratif ayant toujours besoin d'être étayé au vu de l'absence de l'un de ses agents, il est proposé au Conseil municipal de prolonger ce contrat jusqu'au 30 juin 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de prolonger le contrat de l'agent déjà en poste dans le cadre d'un emploi permanent sur le grade d'Adjoint Administratif contractuel, relevant de la catégorie hiérarchique C, pour exercer les fonctions d'agent d'accueil polyvalent à temps complet à raison de 35/35^{ème} jusqu'au 30 juin 2025.

La rémunération mensuelle est calculée par référence à l'indice brut 367 indice majoré 366 afférent à l'échelon n°1 de l'échelle C correspondant au grade d'Adjoint Administratif.

PRECISE que la dépense est inscrite à l'article **6413** du budget primitif 2025.

**Délibération transmise le 16 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

3) RECRUTEMENT D'UN AGENT A LA MEDIATHEQUE

Le contrat de l'agent recruté à la médiathèque arrive à terme au 17 juin 2025. Un recrutement est à prévoir sur ce poste nécessitant au préalable la publication d'une vacance d'emploi sur le site « emploi territorial » pendant 2 mois.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la déclaration de vacance d'emploi et à prendre toutes les dispositions relatives au recrutement sur ce poste permanent d'Adjoint Territorial du Patrimoine relevant de la catégorie C.

PRECISE que la dépense est inscrite au chapitre **641** du budget primitif 2025.

Délibération transmise le 16 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube

4) PROCEDURE D'INCORPORATION DE PARCELLES PRESUMÉES SANS MAITRE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L 1123-1 et suivants,

Vu la Loi n° 2022-217 promulguée le 21 février 2022, relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le code civil, notamment son article 713,

EXPOSE

Les relevés de comptes de propriété établis par les services cadastraux font apparaître diverses parcelles, sises sur le territoire de la Commune, dont les propriétaires sont connus mais décédés depuis plus de 30 ans.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître, notamment en ce qu'elle attribue la propriété de ces biens à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales.

Aux termes de l'art. L 1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques, les biens sans maître se définissent comme :

- Des biens faisant partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté,
- Des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers.

Les règles relatives à la propriété des biens mentionnés au 1° de l'article L. 1123-1 sont fixées par l'article 713 du code civil.

Les modalités d'acquisition des immeubles issus de la deuxième catégorie sont détaillées dans l'article L. 1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques. Cette procédure, impose notamment de diligenter une enquête préalable relative à la propriété desdits biens et de s'acquitter de mesures de publicité obligatoires.

En conséquence, la présente délibération a pour objectif de valider l'ouverture de la procédure visant à vérifier la vacance des parcelles ci-dessous désignées, lesquelles sont susceptibles d'être présumées sans maître.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Section cadastrale	Numéro de parcelle	Identifiant de la parcelle	Surface DGFIP (ha)	Lieu-dit
ERVY LE CHATEL	AD	25	10140000AD0025	0 ha 06 a 45 ca	LES VIGNES DIEU
ERVY LE CHATEL	AD	107	10140000AD0107	0 ha 01 a 83 ca	SUR L'ARMANCE
ERVY LE CHATEL	AD	113	10140000AD0113	0 ha 00 a 92 ca	SUR L'ARMANCE
ERVY LE CHATEL	AD	117	10140000AD0117	0 ha 07 a 44 ca	SUR L'ARMANCE
ERVY LE CHATEL	AL	32	10140000AL0032	0 ha 02 a 76 ca	LES CHENES
ERVY LE CHATEL	B	301	10140000B0301	0 ha 41 a 00 ca	LES QUARANTE ARPENTS
ERVY LE CHATEL	B	321	10140000B0321	0 ha 17 a 28 ca	LES CORBES
ERVY LE CHATEL	B	353	10140000B0353	0 ha 31 a 00 ca	LA HAUTE-CHAUME
ERVY LE CHATEL	B	495	10140000B0495	0 ha 80 a 91 ca	CHAMP DU MERISIER
ERVY LE CHATEL	B	761	10140000B0761	0 ha 01 a 94 ca	CHAMP DU MERISIER
ERVY LE CHATEL	C	140	10140000C0140	0 ha 17 a 57 ca	GRAND CHAMP
ERVY LE CHATEL	C	160	10140000C0160	0 ha 23 a 07 ca	LA VALLEE
ERVY LE CHATEL	C	277	10140000C0277	0 ha 06 a 00 ca	CHAMP BRAGOT
ERVY LE CHATEL	E	148	10140000E0148	0 ha 02 a 61 ca	VIGNES DU BOIS
ERVY LE CHATEL	F	34	10140000F0034	0 ha 46 a 93 ca	LE CHEMIN DE RACINES
ERVY LE CHATEL	F	260	10140000F0260	0 ha 20 a 93 ca	LA GUERAUDE
ERVY LE CHATEL	F	315	10140000F0315	0 ha 54 a 25 ca	FERME DES NOUES
ERVY LE CHATEL	ZL	36	10140000ZL0036	0 ha 36 a 90 ca	CHAMPS DE LA MALVOIE
ERVY LE CHATEL	ZL	37	10140000ZL0037	0 ha 22 a 80 ca	CHAMPS DE LA MALVOIE
ERVY LE CHATEL	ZL	39	10140000ZL0039	0 ha 08 a 10 ca	CHAMPS DE LA MALVOIE
ERVY LE CHATEL	ZO	36	10140000ZO0036	0 ha 33 a 00 ca	LES CHAUMES BLANCHES
ERVY LE CHATEL	ZW	14	10140000ZW0014	0 ha 20 a 98 ca	LA VENTE MARGOT

Le Conseil municipal déclare qu'à sa connaissance lesdites parcelles ont des propriétaires connus mais décédés depuis plus de 30 ans, et que les contributions foncières y afférentes feront l'objet d'une vérification afin de s'assurer qu'elles n'ont pas été acquittées depuis plus de trois années.

En vertu de l'article L.1123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de l'autoriser à entreprendre toutes démarches et formalités administratives nécessaires à l'effet d'intégrer les dits biens dans le patrimoine privé de la commune.

Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale que la SAFER Grand Est, conformément à ses statuts et au code rural, dispose des compétences pour proposer par devis /par convention aux communes un accompagnement dans la gestion des dossiers relatifs aux problématiques foncières, dont notamment l'appui technique pour l'appréhension des biens vacants et sans maître.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir accorder à Monsieur le Maire la délégation permettant de signer un devis/une convention de conseil et d'accompagnement avec la SAFER Grand Est en vue d'engager la procédure d'acquisition des biens vacants et sans maître

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité donne son accord pour l'ouverture de la procédure de vérification afférente aux parcelles présumées sans maître énumérées ci-dessus en vue de pouvoir les incorporer dans le domaine communal.

Charge Monsieur le Maire d'effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à cette fin.

**Délibération transmise le 11 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

TRAVAUX

RESTAURATION DE L'ORGUE : CHOIX DU PRESTATAIRE

En ruine depuis plusieurs décennies, l'orgue de l'Eglise d'Ervy-le-Châtel doit bénéficier d'une restauration complète dont le programme de travaux consiste à se rapprocher au mieux de l'orgue dans son état de 1773 complété selon ce que les buffets et sommiers existant permettent d'établir, en respect du matériel Ancien Régime protégé au titre des Monuments Historiques.

Un marché a été passé en procédure adaptée dont la date limite de remise des offres a été fixée au 17 février 2025 à 12h00. Le marché comporte une tranche ferme unique.

Trois offres ont été remises dans les délais impartis. Conformément au règlement de consultation, une négociation a été engagée avec l'ensemble des entreprises.

	OFFRE DE BASE NEGOCIEE HT EN €	OFFRE DE BASE NEGOCIEE TTC EN €	NOTE GLOBALE SUR 100	CLASSEMENT
ATELIER CATHIAUX-CHEVRON	549 898.00	659 877.60	92.29	2
ATELIER DESMOTTES	460 480.00	552 576.00	97.00	1
GROUPEMENT THOMAS-QUOIRIN	497 891.50	597 469.80	74.83	3

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

RETIENT la proposition de l'ATELIER DESMOTTES pour un montant de 460 480.00 € HT soit **552 576.00 € TTC**.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché avec le prestataire cité ci-dessus.

PRECISE que la dépense est inscrite à l'opération « Travaux de restauration de l'orgue » 2021-08 au budget principal de la commune 2025 pour le montant qui sera réalisé au cours de l'exercice.

CHARGE Monsieur le Maire de solliciter toutes les subventions auprès de l'Etat, du Département, de la Région et tout autre co-financeur possible (dons, mécénat...).

**Délibération transmise le 14 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE

LABEL « VILLE ET VILLAGE D'ACCUEIL DES VEHICULES D'EPOQUE »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le projet de convention,

La Fédération Française des Véhicules d'Epoque (FFVE) a créé le label « Ville et Village d'Accueil des Véhicules d'Epoque » pour valoriser les collectivités engagées dans le développement touristique, faisant cohabiter patrimoine bâti et patrimoine roulant, en intégrant avec bienveillance des animations dédiées aux véhicules d'époque.

L'obtention du label permet d'être intégré dans un réseau de villes et villages en faveur des véhicules d'époque avec pour objectifs de :

- Participer à l'animation de la commune et développer son attractivité,
- Promouvoir le patrimoine automobile à l'échelle locale,
- Accueillir les collectionneurs dans un environnement favorable.

Pour se voir attribuer le label « Ville et Village d'Accueil des Véhicules d'Epoque », la commune devra prendre un certain nombre d'initiatives énumérées dans une convention bilatérale dont l'achat de panneaux de signalisation ville/village d'accueil.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE le projet de candidature au label « Ville et Village d'Accueil des Véhicules d'Epoque »,

APPROUVE les termes de la convention,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention ou tout autre document afférent à ce dossier.

INSCRIT la dépense liée à l'achat des panneaux de signalisation à l'article 60632 du budget primitif 2025.

**Délibération transmise le 23 avril 2025
A la Préfecture de l'Aube**

DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER

Pas de déclaration d'intention d'aliéner.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h40.